

(N° 268.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1914.

Projet de loi sur la répression de la traite des blanches (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. BRIFAUT.

MESSIEURS,

Pour mettre fin à l'abominable trafic de la *traite des blanches*, deux conférences internationales se sont tenues à Paris, successivement du 15 au 25 juillet 1902 et du 18 avril au 4 mai 1910.

Leurs travaux se sont clôturés par la *Convention internationale du 4 mai 1910*, qui fut signée par les plénipotentiaires de quinze puissances américaines et européennes, dont la Belgique.

Le projet de loi soumis aux délibérations de la Chambre, réalise les engagements de cette convention, en les adaptant aux nécessités et aux principes de notre législation pénale.

La loi proposée, outre qu'elle assure d'une manière plus efficace la protection de l'enfance, sera une sérieuse entrave au développement de la prostitution des filles et femmes majeures.

En ce qui concerne les mineurs des deux sexes, outre qu'il supprime l'élément de l'habitude, c'est-à-dire la multiplicité des faits, le projet élève l'échelle des âges et il aggrave notablement la répartition des peines prévues par les articles 379, 380, 381, 382 du Code pénal de 1867.

Autrefois, la peine d'emprisonnement allait de trois mois à deux ans, si le mineur victime de l'attentat aux mœurs avait de quatorze à vingt et un ans, et, de deux à cinq ans, s'il avait de onze à quatorze ans. Au-dessous de onze ans, la loi prévoyait la réclusion.

Sous le régime de la loi nouvelle, la peine sera de un à cinq ans de prison, si la victime a de seize à vingt et un ans; de dix ans si la victime a de quatorze à seize ans; de dix à quinze ans de travaux forcés, si la victime a de dix à quatorze ans, de quinze à vingt ans de travaux forcés si la victime a moins de dix ans accomplis.

(1) Projet de loi, n° 91 (session de 1912-1913).

(2) La Commission, était composée de MM. Mouville, président, Brifaut, de Béthune, de Kerchove d'Exaerde, de Wouters d'Oplinter, Mabille.

De plus, si l'amende n'est plus appliquée concurremment à la prison ou à la réclusion, dans tous les cas, comme sous la législation actuelle, elle est portée de cent à cinq mille francs au lieu de cinquante à mille francs quand le mineur n'a pas moins de seize ans accomplis.

Pour couper court à certaines controverses, le projet exclut l'ignorance de la minorité comme cause d'excuse dans le chef du coupable, à moins qu'il ne prouve qu'il n'a aucune négligence à se reprocher dans ses investigations à cet égard.

L'ignorance qui n'est due qu'à la négligence, est, à bon droit, assimilée à une infraction grave. Elle expose l'auteur de l'attentat à une double peine : l'amende de cinquante à mille francs et la prison de trois mois à deux ans.

En ce qui concerne les majeures, fille ou femme, le projet innove, de manière très opportune, sur les législations de 1810 et de 1867, en réprimant sévèrement le proxénétisme, c'est-à-dire la volonté d'exciter, favoriser ou faciliter la débauche.

Le projet subordonne cependant la culpabilité au fait que la majeure n'est pas consentante, mais est entraînée par fraude, violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte.

Estimant que ce genre d'infraction est hautement préjudiciable aux bonnes mœurs et à l'ordre public, le projet punit la tentative seule, des peines de la prison (trois mois à trois ans) et de l'amende (cinquante à trois mille francs).

Entré dans cette voie de protection nécessaire à accorder aux majeures même lorsqu'elles ont été consentantes, le législateur complètera son œuvre en frappant durement, comme le fait l'article 380^{ter} proposé, quiconque, par les moyens énoncés, retiendra une femme dans la débauche, contre son plein gré, que ce soit pour cause de dettes contractées ou pour toute autre raison.

Les articles 381 et 382 du projet reproduisant sans y rien changer les stipulations des mêmes articles du Code pénal existant, n'appellent aucune observation.

Certains membres de la Commission ont déploré que le projet ne fût pas plus sévère en matière de proxénétisme et qu'il n'érigeât pas en infraction punissable le seul fait d'embaucher, entraîner ou détourner une femme ou fille en vue de la prostitution, même lorsqu'elle est majeure et consentante.

Cette question a été particulièrement discutée dans la Conférence internationale pour la répression de la Traite des blanches, tenue à Bruxelles du 21 au 24 octobre 1912.

Il y fut reconnu que pour entraver définitivement le fléau de la traite, il faudrait qu'en vertu d'un accord international, chaque pays adoptât une législation punissant, à l'égal de la loi néerlandaise (1), tout fait de *traite des blanches*, aussi sévèrement que le prévoient les lois contre la traite des nègres. Le vœu émis dans cette conférence propose d'ériger en infraction

(1) Loi du 20 mai 1911 pour la répression de l'immoralité, art. 250bis et 250ter,

punissable, le fait pour des tiers d'intervenir auprès de femmes, prostituées ou non, pour les inviter ou les déterminer à entrer dans une maison de débauche et surtout le fait de les entraîner à se rendre dans un pays étranger pour s'y livrer à la prostitution.

Le Congrès international pour la répression de la Traite des blanches, réuni à Londres du 30 juin au 4 juillet 1913, a émis un vœu identique.

Toutefois, la question pouvant donner lieu à controverse et retarder l'adoption de la loi proposée qui marque déjà un grand progrès sur la législation antérieure, la Commission a décidé de passer outre en n'amendant le projet déposé qu'en un point accessoire.

Il paraît évident, en effet, qu'il y aurait lieu d'ajouter au texte proposé par le Gouvernement l'article additionnel qui figurait dans la proposition de loi ayant même objet et déposé sur le bureau de la Chambre par M. Hoyois le 10 novembre 1903 : *L'intitulé du chapitre VI du livre II, titre VII du Code Pénal est modifié ainsi qu'il suit : De la corruption de la jeunesse et de la prostitution.*

La répression de la *traite des blanches* proprement dite sera rendue efficace par les articles 2 et 3 du projet qui assimilent, au point de vue des éléments constitutifs de l'infraction et des peines à y appliquer, l'infraction commise par un Belge à l'étranger, contre des mineures ou des majeures, dans les conditions de la loi proposée, et cela sans que l'action publique belge soit subordonnée, comme aujourd'hui, à l'intervention des autorités étrangères.

La Commission a applaudi également à l'extension de la législation belge aux étrangers complices ou coauteurs de délinquants belges en matière de prexénitisme exercé à l'étranger, du moment que le coupable est arrêté dans notre pays.

Conformément à la convention du 4 mai 1910 et aux nécessités de la répression en une matière dont les éléments constitutifs s'espacent et se complètent généralement en des pays différents, l'article 3 propose d'étendre aux dispositions nouvelles, les mesures prises par la loi du 15 mars 1874 sur les conditions d'extradition des délinquants poursuivis de ce chef.

La Commission vous propose, Messieurs, d'adopter le projet de loi sans autre modification que celle qui concerne l'intitulé du chapitre VI du livre II, titre VII du Code Pénal, dont il a été question ci-dessus.

Le Rapporteur,

V. BRIFAUT.

Le Président,

A. MONVILLE.

Article additionnel
proposé par la Commission.

L'intitulé du chapitre VI, du livre II, du titre VII du Code Pénal est modifié ainsi qu'il suit : *De la corruption de la jeunesse et de la prostitution.*

Bijkomend artikel
voorgesteld door de Commissie.

De titel van hoofdstuk VI, boek II, titel VII van het Stafwetboek wordt gewijzigd als volgt : *Van de bederving der jeugd en van de prostitutie.*

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1914.

Ontwerp van wet tot bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRIFAUT.

MIJNE HEEREN,

Om een eind te maken aan den afschuwelijken *handel in vrouwen en meisjes*, werden twee conferentiën gehouden te Parijs, de eerste van 15 tot 25 Juli 1902 en de tweede van 18 April tot 4 Mei 1910.

Hare werkzaamheden werden besloten met de *Internationale Overeenkomst van 4 Mei 1910*, die ondertekend werd door de gevolmachtigden van vijftien Mogendheden uit Amerika en uit Europa, waaronder België.

Het huidig wetsontwerp voldoet aan de verbintenissen, in die Overeenkomst aangegaan, en brengt ze in overeenstemming met de vereischen en de beginselen van onze strafwetten.

De voorgestelde wet zal de kindbescherming op meer doelmatige wijze verzekeren en tevens het toenemen van de prostitutie der meerderjarige meisjes en vrouwen in ruime mate te keer gaan.

Met het oog op de minderjarigen van de eene of de andere kunne, stelt het ontwerp de gewoonte, m. a. w., de veelvuldige herhaling van de feiten niet meer als een vereischte voor de straf; het verhoogt daarenboven de leeftijden en verzwart merkelyk de verschillende straffen voorzien bij de artikelen 379, 380, 381, 382 van het Strafwetboek van 1867.

Vroeger bedroeg de gevangenisstraf drie maanden tot twee jaren, indien de minderjarige, slachtoffer van den aanslag tegen de zeden, 14 tot 21 jaar oud was, en twee tot vijf jaren, indien het slachtoffer 11 tot 14 jaar oud was. Beneden elf jaar voorzag de wet de opsluiting.

(1) Wetsontwerp, n^o 91 (zittingsjaar 1912-1913).

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren Monville, voorzitter, Brifaut, de Béthune, de Kerchove d'Exaerde, de Wouters d'Oplinter, Mabille.

Volgens de nieuwe wet zal de straf één tot vijf jaren bedragen, indien het slachtoffer 16 tot 21 jaar oud is; tien jaren, indien het slachtoffer 14 tot 16 jaar oud is; zij zal zijn dwangarbeid van tien tot vijftien jaar, indien het slachtoffer 10 tot 14 jaar oud is, en van vijftien tot twintig jaar indien het slachtoffer niet den vollen leeftijd van tien jaar heeft bereikt.

Daarenboven, zoo de geldboete niet meer te zamen met de gevangenisstraf of de opsluiting wordt opgelegd in alle gevallen zooals onder de bestaande wet, wordt zij door het ontwerp bepaald op 100 tot 5,000 frank, in plaats van 50 tot 1,000 frank, indien de minderjarige den vollen leeftijd van zestien jaar heeft bereikt.

Om een eind te maken aan sommige betwistingen, wordt de onbekendheid met den staat van minderjarigheid door het ontwerp niet meer aangenomen als versooning voor den schuldige, tenzij deze bewijst dat hij niet de minste nalatigheid beging bij de opsporingen welke hij hieromtrent deed.

Bedoelde onbekendheid, die enkel aan nalatigheid is te wijten, wordt terecht gelijkgesteld met een zwaar misdrijf. Zij stelt dan ook den dader van den aanslag bloot aan eene dubbele straf: eene geldboete van 50 tot 1,000 frank en eene gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren.

Voor de al of niet gehuwde meerderjarige vrouwen, gaat het ontwerp zeer terdege verder dan de wetten van 1810 en 1867 door de koppelarij, met andere woorden den wil om tot ontucht aan te litsen, ze te bevorderen of te begunstigen, streng te straffen.

Nochtans doet het ontwerp de schuld afhangen van het feit, dat de meerderjarige hare toestemming niet verleende, doch verleid wordt door bedrog, geweld, bedreiging, misbruik van gezag of eenig ander dwangmiddel.

Op grond dat dit misdrijf hoogst nadeelig is voor de goede zeden en de openbare orde, wordt alleen de poging door de wet gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar en met eene geldboete van 50 tot 5,000 frank.

De wetgever, die aldus de noodige bescherming verstrekt aan de meerderjarigen, zelfs indien deze hare toestemming verleenden, voltooit zijn werk door bij het voorgestelde artikel 380^{ter} zware straffen te bepalen voor al wie, door dezelfde middelen, eene vrouw in een huis van ontucht ophoudt tegen haren wil en dank, zelfs op grond van aangegane schulden of om elke andere reden.

Over de artikelen 381 en 382, die enkel de letterlijke herhaling zijn van dezelfde artikelen van het bestaande Strafwetboek, dient niets te worden gezegd.

Sommige leden der Commissie betreurden dat het ontwerp zich niet strenger toonde tegenover de koppelarij en niet als strafbaar misdrijf aanstelde het feit alleen, dat men eene vrouw of een meisje verronselt, verleidt of vervreemdt tot het plegen van ontucht, zelfs indien die vrouw of dat meisje meerderjarig is en er in toestemt.

Dat punt werd nader behandeld op de Internationale Conferentie tot bestrijding van den Vrouwenhandel, te Brussel gehouden van 21 tot 24 October 1912.

Men erkende er dat, om die plaag van den vrouwenhandel voor goed te keer te gaan, elk land, krachtens eene internationale overeenkomst, eene wet zou behoeven aan te nemen, waarbij, zooals in de Nederlandsche wet (1), elke daad van *handel in vrouwen* zou worden gestraft met dezelfde strengheid als de wetten tegen den slavenhandel voorzien. Op die Conferentie werd de wensch uitgebracht, als strafbaar misdrijf te beschouwen het feit, dat derde personen, bij al of niet aan ontucht overgeleverde vrouwen optreden om deze te verzoeken of er toe te brengen in een huis van ontucht te treden, en vooral het feit, dat zij vrouwen er toe brengen zich in een vreemd land te begeven om er zich aan ontucht over te leveren.

Het Internationaal Congres tot bestrijding van den Vrouwenhandel, te Londen vergaderd van 30 Juni tot 4 Juli 1912, heeft een gelijken wensch uitgebracht.

Evenwel, daar die zaak aanleiding kan geven tot betwistingen en geschikt is om het aannemen van de voorgestelde wet te vertragen, welke wet in elk geval een merkelijke vooruitgang is op de vroegere wet, werd door de Commissie beslist, er over heen te stappen en het huidig ontwerp slechts op een punt van minder belang te wijzigen.

Het komt inderdaad onbetwistbaar voor, dat aan den tekst der Regeering dient te worden toegevoegd het bijkomend artikel, opgenomen in het wetsvoorstel, welk betreffende dezelfde zaak op 10 November 1905 ter Kamer werd ingediend door den Heer Hoyois :

De titel van hoofdstuk VI, boek II, titel VII van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt : Van de bederving der jeugd en van de prostitutie.

De bestrijding van den eigenlijken *handel in vrouwen en meisjes* zal doelmatig gemaakt worden door de artikelen 2 en 3 van het ontwerp, die, met het oog op de bestanddeelen van het misdrijf en op de straffen welke daarop dienen te worden toegepast, geen onderscheid maken voor het misdrijf, door een Belg in het buitenland gepleegd tegen minder- of meerderjarigen, op de wijzen bepaald in de voorgestelde wet, en wel zonder dat het optreden van het Belgisch gerecht afhankelijk wordt gemaakt, zooals heden, van het optreden der vreemde overheden.

De Commissie bechtte insgelijks hare goedkeuring aan het feit, dat de Belgische wetten toepasselijk worden verklaard op de vreemdelingen, mededaders van of medeschuldigen aan misdrijven van Belgen die zich schuldig maakten aan koppelarij in het buitenland, indien de schuldige in ons land wordt aangehouden.

In overeenstemming met de overeenkomst van 4 Mei 1910 en ten aanzien van de noodzakelijke beteugeling van misdrijven, waarvan de feiten, die ze uitmaken, achtereenvolgens gepleegd en over 't algemeen voortgezet worden in verschillende landen, stelt artikel 3 voor, de maatregelen, ingevoerd door de wet van 15 Maart 1874 op de uitlevering van uit dien hoofde vervolgte schuldigen, toepasselijk te verklaren op de nieuwe wetsbepalingen.

De Commissie stelt U voor, Mijne Heeren, het wetsontwerp aan te nemen

(1) Wet van 20 Mei 1911 tot bestrijding van de zedeloosheid, art. 250bis en 250ter.

zonder andere wijziging dan die betreffende den titel van hoofdstuk VI, boek II, titel VII van het Strafwetboek, waarvan wij hierboven hebben gesproken.

De Verslaggever,

V. BRIFAUT.

De Voorzitter,

A. MONVILLE.

Article additionnel
proposé par la Commission.

L'intitulé du chapitre VI, du livre II, du titre VII du Code Pénal est modifié ainsi qu'il suit : *De la corruption de la jeunesse et de la prostitution.*

Bijkomend artikel
voorgesteld door de Commissie.

De titel van hoofdstuk VI, boek II, titel VII, van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt : *Van de bederving der jeugd en van de prostitutie.*
